

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 04/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lyondell Basell Services France SAS

Chemin départemental 54
BP 14
13130 Berre-l'Étang

Références : NN/JPP-D-1058-MRT-2024
SPR/991/2024
Code AIOT : 0006410871

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Chemin départemental 54 BP 14 13130 Berre-l'Étang. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 03/07/2024 a pour l'objectif de vérifier le respect des dispositions applicables à la réalisation du contrôle inopiné "EAU" sur le Rejet Global UCB du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS
- Chemin départemental 54 BP 14 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006410871
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell PolyOléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),
- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014 et dont les installations ont été démantelées,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prise en charge des frais d'analyse	Code de l'environnement du 09/12/2020, article L514-8	Sans objet
2	Caractère inopiné du contrôle	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
3	Accréditation des organismes ou laboratoires extérieures	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II et III	Sans objet
4	Présence de points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
5	Configuration des points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
6	Accessibilité des points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
7	Suivi des rejets et autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	Sans objet
8	Modalités de réalisation de l'échantillonnage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a pas relevé de dysfonctionnement dans la mise en place du contrôle inopiné. L'organisme agréé a pu réaliser celui-ci sans problème particulier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prise en charge des frais d'analyse

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2020, article L514-8
Thème(s) : Risques chroniques, Financier
Prescription contrôlée : Les dépenses correspondant à l'exécution des analyses, expertises ou contrôles nécessaires pour l'application du présent titre, y compris les dépenses que l'Etat a engagées ou fait engager dans le cadre de la gestion ou du suivi des impacts et conséquences d'une situation accidentelle, sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Après avoir reçu le mandatement pour la réalisation d'un contrôle inopiné, le service commercial du prestataire choisi prend contact avec l'exploitant pour l'élaboration d'un devis. Ce devis est signé avant toute intervention et l'ensemble des frais sont à la charge de l'exploitant sur facture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Caractère inopiné du contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores.
Constats : Après la signature du devis, l'exploitant informe le prestataire des modalités nécessaires pour l'obtention d'une autorisation d'accès au site. En amont de son intervention, l'opérateur en charge de la réalisation du contrôle inopiné transmet à l'exploitant les documents demandés et se rend sur site pour finaliser l'ensemble des formalités notamment l'accueil de sécurité. L'exploitant n'a pas été prévenu de la date du contrôle inopiné. L'élaboration d'un Ordre de Travail peut prendre une journée. Afin d'éviter ce temps d'attente long pour le prestataire, ce dernier peut informer l'exploitant de son intervention 24h avant. Le jour de la visite, l'installation est en fonctionnement normal. Aucun dysfonctionnement n'a été signalé par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accréditation des organismes ou laboratoires extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Administratif
Prescription contrôlée : En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Dans le cadre de l'élaboration des dossiers techniques, l'exploitant réalise une vérification des qualifications nécessaires des prestataires proposés en vue de la réalisation du contrôle inopiné. L'exploitant se base sur les derniers textes en vigueur et le site LABEAU relatif à la gestion des agréments laboratoires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Présence de points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – suivi des points de rejet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).
Constats : Le présent contrôle inopiné a eu lieu sur le point Rejet Global UCB qui dispose d'un point de prélèvement et d'un point de mesure de débit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Configuration des points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – suivi des points de rejet
Prescription contrôlée : Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures

représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Constats : Les rapports des contrôles précédents n'ont pas relevé d'écart ou observation portant sur les caractéristiques du point de mesure et de prélèvement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accessibilité des points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – suivi des points de rejet
Prescription contrôlée : Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant accompagne systématiquement le prestataire sur le point de rejet devant faire l'objet du contrôle inopiné. Pour réaliser ce contrôle, le prestataire a besoin d'une alimentation électrique qui est disponible à proximité du point de rejet. Il n'y a pas d'autre moyen particulier que l'exploitant doit mettre à disposition du prestataire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suivi des rejets et autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – suivi de la qualité des rejets
Prescription contrôlée : Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58 et 60 dans des conditions représentatives.
Constats : En réponse à la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis les résultats de son autosurveillance des 3 et 4 juillet 2024 ouvrant le cycle de 24h du contrôle inopiné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Modalités de réalisation de l'échantillonnage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – Modalités d'échantillonnage
Prescription contrôlée : Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. [...] Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Lors de visite d'inspection, le prestataire a présenté les étapes nécessaires à la mise en place d'un échantillonneur automatique asservi au débit à l'aide d'un débitmètre bulle à bulle installé sur le canal de rejet. Durant le cycle de 24h, l'échantillon est stocké dans un flacon placé dans une enceinte réfrigérée à 5°C +/- 3°C. L'échantillon obtenu à l'issue des 24h est homogénéisé sur place avec les tuyaux de prélèvement et conditionné dans les divers flacons qui seront apportés au laboratoire. Le transport des flacons est effectué dans une enceinte maintenue à une température égale à 5°C + ou - 3°C. L'échantillon est ramené au laboratoire dans les 24h suivant le prélèvement.
Type de suites proposées : Sans suite